

**DELIBERATION N° 2017-92**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 20 SEPTEMBRE 2017**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,  
Vu les statuts de l'UNS,  
Vu le règlement intérieur de l'UNS,  
Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les conditions statutaires communes applicables aux enseignants chercheurs,  
Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,  
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,  
Vu la délibération n°2016-96 du Conseil d'Administration de l'UNS du 11 octobre 2016,  
Vu l'avis de la Commission Recherche du 5 septembre 2017,  
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jeanick BRISSWALTER, Vice-président de la Commission Recherche de l'UNS,

**DECIDE la reconduction du principe de décharge de service pour les Maîtres de conférence comme suit : Tout Maître de Conférence nouvellement recruté à l'UNS peut, de droit, demander, au cours des trois premières années qui suivent son recrutement, deux décharges annuelles de service : une première demande de 48 heures équivalent TD maximale et une deuxième demande de 36 heures équivalent TD maximale.**

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 27

Fait à Nice, le 26 SEP. 2017

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-92

TRANSMISE AU RECTEUR :

27 SEP. 2017

Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

  
Marc DALLOZ

**MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :**

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*